

DÉCLARATION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR L'ACCIDENT NUCLÉAIRE AU JAPON ET SUR LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE EN FRANCE, À PARIS LE 16 MARS 2011.

16 MARCH 2011 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Le séisme qu'a subi le Japon vendredi dernier, suivi d'un tsunami d'une violence exceptionnelle constitue l'une des plus importantes catastrophes naturelles de ces cinquante dernières années. Il a provoqué un accident nucléaire d'une extrême gravité qui affecte les réacteurs de la centrale de Fukushima et fait peser une nouvelle menace sur l'archipel.

Ma première pensée va au peuple japonais qui fait face avec courage, sang-froid et détermination à cette situation. Dans cette épreuve la France et les Français témoignent de leur totale solidarité au peuple et au gouvernement japonais.

Notre premier devoir est donc d'aider les Japonais. 114 personnels de la Sécurité Civile sont d'ores et déjà au Japon pour secourir les victimes de cette catastrophe. Des moyens pour l'assistance aux personnes sans-abris seront acheminés dans les prochaines heures à la demande des autorités japonaises. La France se tient à leur disposition pour leur apporter toute l'aide technique et humaine qui s'avèrera nécessaire. Nous avons en particulier proposé de fournir des moyens en matière de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Notre attention se tourne aussi vers nos compatriotes vivant au Japon. A ceux qui n'ont pas d'obligation de rester à Tokyo, nous avons recommandé de rentrer en France ou de se diriger vers le Sud de l'île.

A ceux qui feraient le choix de rester à Tokyo, nous recommandons de se conformer strictement aux consignes données par les autorités japonaises.

Nos compatriotes, bouleversés par ce drame qui touche un grand pays ami, sont également inquiets des conséquences que pourrait avoir l'accident très grave de la centrale nucléaire de Fukushima sur le territoire français, de métropole ou d'outre-mer. Ils veulent être pleinement informés. Nous avons donc un devoir de totale transparence.

Les services chargés de la sûreté nucléaire et de la radioprotection se sont mis rapidement en situation de suivre les développements de cet accident et d'en anticiper les conséquences. Le territoire métropolitain et les territoires d'outre-mer font l'objet d'un suivi radiologique renforcé, dont les résultats sont mis à disposition du public en temps réel par l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN).

Enfin, cet accident nucléaire provoque à travers le monde un certain nombre d'interrogations sur la sûreté des installations nucléaires et les choix énergétiques. La France a fait le choix de l'énergie nucléaire, qui constitue un élément essentiel de son indépendance énergétique et de la lutte contre les gaz à effet de serre.

Ce choix a été indissociable d'un engagement sans faille pour assurer un très haut niveau de sûreté pour nos installations nucléaires.

L'excellence technique, la rigueur, l'indépendance et la transparence de notre dispositif de sûreté sont reconnues mondialement.

Je demeure aujourd'hui convaincu de la pertinence de ces choix.

Les progrès en matière de sûreté doivent être permanents et nous devons prendre en compte le retour d'expérience des accidents. Les enseignements de l'accident de Fukushima seront tirés, à travers une revue complète des systèmes de sûreté de nos centrales nucléaires. Ce travail sera rendu public. Le gouvernement s'y engage. En outre, la France apporte son plein soutien à la démarche similaire engagée au niveau européen.

En effet, l'amélioration de la sûreté ne se limite pas au cadre national. C'est pourquoi, dans la continuité des objectifs fixés par la France lors de la conférence sur le nucléaire de Paris en mars 2010, je souhaite intensifier l'effort d'harmonisation et d'amélioration des normes de sûreté au niveau européen et international.

Au-delà, la politique énergétique est un enjeu essentiel du débat public. Au niveau national, le

gouvernement doit être à l'écoute de l'ensemble des acteurs et recueillir leurs propositions pour optimiser notre politique énergétique. Au niveau international, la France prendra dans la cadre du G20 l'initiative de réunir dans les prochaines semaines les ministres chargés de l'Energie et de l'Economie, afin d'échanger sur les grandes options énergétiques pour le monde de demain.